



PLANÈTE

ALIMENTATION

Des halles pour bien se nourrir à bon marché

Permettre aux classes populaires d'avoir accès à des aliments de qualité tout en rémunérant correctement les paysans, c'est le pari que font les élus PCF de Paris en lançant un projet de halles équitables.

« Bien manger pour pas cher? Mais c'est impossible à Paris, voyons! » Cette phrase pourrait devenir ringarde une fois le projet de halles alimentaires porté par le groupe communiste-Front de gauche de Paris mené à terme. Fidèles au mot d'ordre de leur campagne électorale « Paris pour tous et toutes », les élus entendent agir pour la généralisation de l'approvisionnement des Parisiens en aliments issus de l'agriculture biologique ou en circuits courts à des tarifs modestes, tout en rémunérant correctement le travail paysan. « L'idée nous est venue d'une initiative militante que nous menons depuis longtemps », explique Nicolas Bonnet-Oulaldj, président du groupe PCF au Conseil de Paris. L' élu fait référence à la vente de fruits et légumes sur la place de la Bastille, organisée chaque mois d'août à l'initiative du syndicat agricole Modéf (Mouvement de défense des exploitants familiaux) et du Parti communiste, lors de laquelle « plusieurs tonnes de produits acheminés par des producteurs du Sud-Ouest sont proposées aux Parisiens à prix juste », et ce afin de « dénoncer les marges des intermédiaires », souligne-t-il. Forts de l'enthousiasme que soulève cette ac-

tion, les élus PCF ont demandé à ce que la ville de Paris lance une inspection générale sur les possibilités et les modalités de création de halles alimentaires. « Le projet se situe à la croisée de plusieurs politiques de la ville », indique leur rapport. « Santé publique, développement durable, politique de la ville, développement de l'offre commerciale de proximité, économie sociale et solidaire »

Le projet compte attaquer frontalement la malbouffe et ses conséquences (obésité, cancers, diabète, etc.), tout autant que contribuer à réduire le ballet des camions qui viennent livrer les magasins d'alimentation en fruits et légumes d'origine plus ou moins lointaine. Dans le 10^e arrondissement, la première halle alimentaire devrait voir le jour prochainement, suite à la mobilisation contre l'ouverture d'un énième Monoprix dans la capitale. Le collectif Stopmonop, qui souhaitait une autre structure, semble avoir trouvé l'alternative qu'il cherchait dans le projet des élus communistes. Tout comme la société Kelbongoo, laquelle a répondu à l'appel d'offres lié à la halle alimentaire et partage les valeurs de démocratisation des produits fermiers et issus de

l'agriculture biologique, « aujourd'hui réservés à une élite ou à des réseaux ».

Léa Barbier, cofondatrice de cette société de l'économie sociale et solidaire, fait d'ailleurs la démonstration qu'il est possible de rémunérer le travail d'agriculteurs biologiques ou raisonnés de l'Île-de-France ou de la Picardie, puisque l'on peut déjà croquer des pommes à 1,30 euro le kilo ou acheter deux livres de carottes bio pour 1,85 euro dans son local du 20^e arrondissement. Pour que les halles alimentaires prennent leur essor et soient le symbole de « la solidarité de la capitale avec le monde agricole », selon les mots de Nicolas Bonnet-Oulaldj, les élus PCF proposeront au Conseil de Paris d'en acter le principe, en juillet, par une délibération.

Précision. La photo accompagnant l'article intitulé « Colère rouge autour de l'avenir d'Altéo », publiée dans l'Humanité du 31 mars dernier, donne à voir un étang proche de Marnagnane affecté par des rejets industriels de Bauxite, lesquels ne sont pas imputables à la responsabilité de l'usine Altéo de Gardanne. ■

par Olivier Morin

Parution : Quotidienne

Diffusion : 37 204 ex. (Diff. payée Fr.) - © OJD DSH 2014/2015

Audience : 369 000 lect. (LDP) - © AudiPresse One 2014/2015



Tous droits réservés L'Humanité 2016

1F7C152D7D40EC0C90341871150F21CA61003970C455539DDF71DE1